Modifications et commentaires concernant l'appendice 1 SDR

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>1.1.3.6.3</p> <p>b. Application du tableau 1.1.3.6.3 ADR pour conteneurs-citernes de chantier :</p> <p>Le transport de 1150 litres, au maximum, d'huile de chauffe légère ou de carburant diesel (n° ONU 1202) dans des conteneurs-citernes de chantier d'une contenance maximale de 1210 litres qui sont conformes aux prescriptions du chapitre 6.14 bénéficie des mêmes exemptions que les colis. Ces conteneurs-citernes doivent, à la différence des véhicules transporteurs, être munis de plaques-étiquettes et d'une signalisation orange conformément au chapitre 5.3 de l'ADR. Pour ce qui est du passage dans les tunnels, les mêmes restrictions s'appliquent aux conteneurs-citernes de chantier et aux unités de transport qui doivent être signalées.</p>	<p>1.1.3.6</p> <p>b. Exemptions pour le transport de conteneurs-citernes de chantier :</p> <p>Le transport de 1150 litres, au maximum, de carburant diesel (n° ONU 1202) dans des conteneurs-citernes de chantier d'une contenance maximale de 1210 litres qui sont conformes aux prescriptions du chapitre 6.14 bénéficie des exemptions selon paragraphe 1.1.3.6.2 ADR, comme les colis. Ces conteneurs-citernes doivent, à la différence des véhicules transporteurs, être munis de plaques-étiquettes et d'une signalisation orange conformément au chapitre 5.3 de l'ADR. Pour ce qui est du passage dans les tunnels, les mêmes restrictions s'appliquent aux conteneurs-citernes de chantier et aux unités de transport qui doivent être signalées.</p>
<p>Commentaires :</p> <p>Deux points de la disposition sont précisés : le fait de supprimer « huile de chauffe » indique, en accord avec la définition du 6.14.1.1 de l'appendice 1 SDR, que les conteneurs-citernes de chantier s'utilisent pour transporter des carburants et non des combustibles ; elle signale en outre explicitement que les conteneurs-citernes de chantier sont soumis au règlement d'exemption du paragraphe 1.1.3.6.2 ADR, comme les colis.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
	<p>1.1.3.6</p> <p>d. Application du chapitre 1.10 ADR à la classe 1 :</p> <p>Les dispositions du chapitre 1.10 ne sont pas applicables aux matières et objets explosibles mentionnés au premier tiret du paragraphe 1.1.3.6.2.</p>
<p>Commentaires :</p> <p>Le transport de ces matières et objets explosibles est effectué par des personnes autorisées et au bénéfice de la formation appropriée, qui comprend aussi la protection contre le vol et les abus. Ces personnes sont en outre tenues de mettre en œuvre la protection en question, de manière équivalente au chapitre 1.10 de l'ADR (v. aussi art. 22, al. 1, loi sur les explosifs, RS 941.41). Dans ce contexte, il paraît raisonnable, conformément à la demande de l'Association suisse de minage, de renoncer à l'application du chapitre 1.10 ADR pour ces matières et objets dans les limites des quantités définies au 1.1.3.6.3, colonne 3, ADR.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>1.1.3.6.6</p> <p>Les objets énumérés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 0378, 0044, Amorces à percussion, – 0339, 0012, Cartouches à projectile inerte pour armes, 	<p>1.1.3.6.6</p> <p><i>Abrogé</i></p>

<p>– 0338, 0014, Cartouches à blanc pour armes, – 0379, 0055, Douilles de cartouches vides amorcées, ne sont pas soumis aux dispositions suivantes de l'ADR :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Chapitre 5.3 ; – Section 5.4.3 ; – Partie 6 ; – Chapitre 7.2 ; – CV1 sous 7.5.11 ; – Partie 8 sauf 8.1.2.1 a) et c) ; 8.1.4.1 a) ; 8.3.4 ; S1 (3) du chapitre 8.5 ; – Partie 9. <p>NOTA : En ce qui concerne les mentions à porter dans le document de transport, voir sous 5.4.1.1.10 ADR.</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Les objets ne doivent être classés sous les dénominations précitées qu'avec l'accord de l'autorité compétente. b. abrogé c. La masse brute maximale admissible est de 10 kg par colis et de 50 kg par véhicule. 	
<p>Commentaires : (Plus) aucune nécessité d'appliquer cette disposition n'a pu être constatée auprès des utilisateurs potentiels.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>1.1.3.6.10 Les entreprises de révision d'installations d'entreposage de liquides pouvant polluer les eaux peuvent transporter les réservoirs vides non nettoyés qu'elles utilisent pour le dépotage lors des opérations de révision des citernes stationnaires, en dérogeant aux prescriptions de la SDR dans la mesure suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Ces réservoirs ainsi que leurs véhicules porteurs ne sont pas soumis aux dispositions de construction, d'équipement et de contrôle prescrites par la SDR. b. Une étiquette de danger n° 3, de 25 centimètres de côté, doit être apposée sur chaque paroi des réservoirs (des deux côtés ainsi qu'à l'avant et à l'arrière). c. Un panneau orange sans numéro, conforme au 5.3.2.1.1 ADR doit se trouver à l'avant et à l'arrière du véhicule porteur de tels réservoirs (p. ex. panneau à l'avant et à l'arrière de la remorque porteuse de réservoirs, pas de panneau sur le véhicule tracteur ne portant pas de réservoir). d. Le conducteur du véhicule n'est pas soumis à la formation prescrite au chapitre 8.2. <p>Au demeurant, toutes les autres prescriptions de la</p>	<p>1.1.3.6.10 Les entreprises de révision d'installations d'entreposage de liquides pouvant polluer les eaux peuvent transporter les réservoirs vides non nettoyés qu'elles utilisent pour le dépotage lors des opérations de révision des citernes stationnaires, en dérogeant aux prescriptions de la SDR dans la mesure suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Réservoir et véhicule Ces réservoirs ne sont pas soumis aux prescriptions relatives à l'utilisation selon chapitres 4.3 et 4.4, relatives à la construction, aux équipements, à l'agrément de type, aux contrôles et épreuves et au marquage selon les chapitre 6.8 et 6.9 ADR, et le véhicule n'est pas soumis aux prescriptions relatives à la construction et à l'agrément selon la partie 9 de l'ADR. b. Plaque-étiquette Conformément au chapitre 5.3 ADR les plaques-étiquettes doivent être apposées des deux côtés et à chaque extrémité des réservoirs . Si ce marquage n'est pas visible de l'extérieur du véhicule porteur, il faut également l'apposer sur les deux côtés et à l'arrière du véhicule ; si le véhicule porteur du réservoir est une remorque, il faut aussi apposer une plaque-étiquette à l'avant

<p>SDR restent applicables.</p>	<p>de celui-ci.</p> <p>c. Signalisation orange Un panneau orange sans numéro, conforme au § 5.3.2.1.1 ADR doit se trouver à l'avant et à l'arrière du véhicule porteur de tels réservoirs (p. ex. panneau à l'avant et à l'arrière de la remorque porteuse de réservoirs, pas de panneau sur le véhicule tracteur ne portant pas de réservoir).</p> <p>d. Transport d'autres marchandises dangereuses Il est permis de transporter en sus, dans des colis autorisés, marqués et étiquetés, des marchandises dangereuses jusqu'à la quantité maximale admissible du tableau 1.1.3.6.3 ADR, et, en outre, des marchandises dangereuses selon le règlement d'exemption 1.1.3.1, let. c, ADR.</p> <p>e. Formation Le conducteur du véhicule n'est pas soumis à la formation prescrite au chapitre 8.2.</p> <p>Au demeurant, toutes les autres prescriptions de la SDR restent applicables.</p>
<p>Commentaires : La disposition est précisée en partie (cf. lettre a). Sur demande de la CITEC Suisse, il doit être possible d'utiliser des plaques-étiquettes aux dimensions ramenées à 10 cm de côté pour les réservoirs d'une contenance de 3 m³ au maximum (voir lettre b) et de transporter, en plus de réservoirs vides non nettoyés, des marchandises dangereuses en colis conformément aux quantités du 1.1.3.6.3 ADR ou selon le règlement d'exemption 1.1.3.1, let. c, ADR (cf. lettre d).</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
	<p>1.3.3 Les relevés de la formation reçue conformément au chapitre 1.3 ADR doivent être conservés au moins 10 ans.</p>
<p>Commentaires : Le droit international oblige les Etats membres à définir la période de conservation des relevés de la formation des personnes intervenant dans le transport des marchandises dangereuses. Le 1.3.3.3 de l'appendice 1 SDR fixe le délai de conservation en Suisse à au moins 10 ans.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>1.6.3.21 Les conteneurs-citernes agréés conformément aux dispositions du marginal 212 127 (5) de l'Appendice B.1b, valables jusqu'au 31 décembre 1987 pour le transport de matières déterminées, peuvent encore être utilisées comme grands récipients pour vrac (GRV), s'ils satisfont aux exigences des 6.5.3, 6.5.4.4 et 6.5.4.5 ADR.</p>	<p>1.6.3.21 <i>Adaptation à la fin de la disposition :</i> (...) s'ils satisfont aux exigences suivantes de l'ADR : 6.5.3, 6.5.4.4, 6.5.4.5 et 6.5.5.1 à l'exception de 6.5.5.1.5 et de 6.5.5.1.6.</p>

Commentaires :

Ce texte normatif est précisé sur demande de l'autorité d'homologation (EGI) : ces conteneurs-citernes cubiques (en métal), pour continuer d'être utilisés comme grands récipients pour vrac (GRV), doivent répondre non seulement aux 6.5.3, 6.5.4.4 et 6.5.4.5, mais aussi au 6.5.5.1, à l'exception des § 6.5.5.1.5 et 6.5.5.1.6, de l'ADR). Selon l'EGI, ce complément n'entraîne toutefois aucune complication pour les conteneurs-citernes existants, puisque le contrôle périodique de ces récipients de marchandises dangereuses tient déjà compte aujourd'hui de ces dispositions.

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>1.6.3.24 Les citernes fixes (véhicules-citernes) et les citernes démontables construites avant le 1^{er} janvier 1999 et qui ne sont pas conformes aux prescriptions du chapitre 6.8 de l'ADR, mais qui bénéficient des périodes transitoires des directives et procès-verbaux de l'EMPA et des prescriptions techniques de l'EGI TA 005 du 3 décembre 1997 pourront être utilisées jusqu'au 31 décembre 2010. Au demeurant, toutes les autres prescriptions de la SDR restent applicables.</p>	<p>1.6.3.24 <i>Abrogé</i></p>
<p>Commentaires : Cette réglementation transitoire expire au 31.12.2010.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>1.6.3.28 Les conteneurs-citernes de chantiers fabriqués avant le 1^{er} janvier 1988, mais qui ne sont pas conformes aux prescriptions du chapitre 6.14 du présent appendice peuvent encore être utilisés jusqu'au 31 décembre 2010. A partir du 1^{er} janvier 2003, ils ne pourront plus faire l'objet de transformations ou de modifications.</p>	<p>1.6.3.28 <i>Abrogé</i></p>
<p>Commentaires : Cette réglementation transitoire expire au 31.12.2010.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
	<p>1.10.2.4 Les relevés de la formation reçue conformément au chapitre 1.10 ADR doivent être conservés au moins 10 ans.</p>
<p>Commentaires : Le droit international oblige les Etats membres à définir la période de conservation des relevés de la formation de l'employé dans le domaine de la sécurité. Le 1.10.2.4 de l'appendice 1 SDR fixe le délai de conservation en Suisse à au moins 10 ans.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>6.14.1.1 Conteneurs-citernes de chantiers (CCC) : Récipients à carburant utilisés temporairement pour ravitailler les machines. Quelle que soit leur dimension, ils sont considérés comme des conteneurs-citernes ou comme des citernes fixes, conformément au chapitre 6.8 de l'ADR. Ils sont constitués d'une citerne intérieure et d'un bac de rétention fermé (citerne extérieure).</p>	<p>6.14.1.1 Conteneurs-citernes de chantiers (CCC) : <i>Insérer un nouvel alinéa à la fin de la définition :</i> Tous les équipements et accessoires doivent se trouver à l'intérieur du bac de rétention.</p>
<p>Commentaires : Ce complément de la définition précise, sur demande de l'EGI, qu'un réservoir-citerne de chantier n'est conforme au droit que lorsque les équipements et accessoires se trouvent à l'intérieur du bac de rétention. Il faut ajouter ici que l'OFROU contrôlera à moyen terme l'élimination du réservoir-citerne de chantier.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>6.14.1.2.1 Les prescriptions spéciales des sections 6.14.2 et 6.14.3 complètent ou modifient le chapitre 6.8 de l'ADR pour les conteneurs-citernes de chantiers. En outre, toutes les prescriptions du chapitre 6.8 de l'ADR, à l'exception des 6.8.2.1.3, 6.8.2.1.4, 6.8.2.1.15 à 6.8.2.1.23 doivent être respectées. Il n'est permis d'utiliser les conteneurs-citernes de chantiers que pour le stockage et le transport de carburant diesel et d'huile de chauffe n° ONU 1202.</p>	<p>6.14.1.2.1 Les prescriptions spéciales des sections 6.14.2 et 6.14.3 complètent ou modifient le chapitre 6.8 de l'ADR pour les conteneurs-citernes de chantiers. En outre, toutes les prescriptions du chapitre 6.8 de l'ADR, à l'exception des 6.8.2.1.3, 6.8.2.1.4 et 6.8.2.1.15 à 6.8.2.1.23 doivent être respectées. Les travaux de soudure doivent être exécutés par des soudeurs diplômés. Il n'est permis d'utiliser les conteneurs-citernes de chantiers que pour le stockage et le transport de carburant diesel (n° ONU 1202).</p>
<p>Commentaires : Le droit actuel stipule que les travaux de soudure sur les conteneurs-citernes de chantier doivent être exécutés avec compétence, mais ne requiert pas qu'ils le soient par des soudeurs diplômés. Selon l'exposé de l'EGI, cette situation juridique s'est révélée plus d'une fois insatisfaisante en termes de sécurité, raison pour laquelle il est désormais prescrit, à sa demande, que les travaux de soudure ne soient exécutés plus que par des soudeurs qui disposent de la qualification adéquate. La suppression de l'« huile de chauffe » précise, en accord avec la définition du 6.14.1.1 appendice 1 SDR, que les réservoirs-citernes de chantiers peuvent être utilisés pour les carburants, mais non pour les combustibles.</p>	

Texte en vigueur	Proposition de modification
<p>8.2.1.10.1 Indépendamment de la masse maximale admissible du véhicule, les prescriptions du 8.2.1 ADR relatives à la formation approuvée et à la délivrance d'un certificat de formation approuvée s'appliquent aux conducteurs de véhicules transportant des matières</p>	<p>8.2.1.10.1 Les prescriptions de la section 8.2.1 ADR relatives à la formation approuvée et à la délivrance d'un certificat de formation approuvée s'appliquent aux conducteurs de véhicules transportant des matières radioactives des n^{os} ONU 2912 à 2919, 2977, 2978,</p>

radioactives des n ^{os} ONU 2912 à 2919, 2977, 2979, 3321 à 3333.	3321 à 3333.
Commentaires : La « masse maximale admissible du véhicule » ne joue plus aucun rôle à ce propos d'après l'ADR, raison pour laquelle la teneur de la disposition nationale est adaptée en conséquence. Le n ^o ONU 2979 est remplacé par le n ^o ONU 2978 à titre de correction rédactionnelle.	